



**AgEcon** SEARCH  
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## Coûts et avantages pour la nation de l'évolution des structures agricoles

H. Lévy-Lambert, J.-C. Papoz

---

**Citer ce document / Cite this document :**

Lévy-Lambert H., Papoz J.-C. Coûts et avantages pour la nation de l'évolution des structures agricoles. In: Économie rurale. N°86, 1970. pp. 51-68;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1970.2123>

[https://www.persee.fr/doc/ecoru\\_0013-0559\\_1970\\_num\\_86\\_1\\_2123](https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1970_num_86_1_2123)

---

Fichier pdf généré le 08/05/2018

## Résumé

Cette étude tend à apprécier l'intérêt qui résulte, pour la collectivité, d'une modernisation accélérée des exploitations.

Ainsi, par la mise en œuvre d'une politique volontaire favorisant l'agrandissement des exploitations et le départ de la population active, on permet aux agriculteurs migrants de fournir une plus grande valeur ajoutée dans les autres branches de l'économie, tandis que les entreprises agricoles peuvent rentabiliser davantage leur capital d'exploitation et diminuer leurs consommations intermédiaires. Ces gains de productivité exigent de la collectivité des efforts en matière d'accueil, de formation professionnelle et de créations d'emplois, mais les calculs effectués sur la période 1970-1985 montrent que le bilan d'ensemble est très positif. Il doit donc être possible, bien que l'étude n'ait pas abordé ce point, de mettre en œuvre des moyens tels que cette modernisation des structures agricoles soit bénéfique à la fois pour les agriculteurs et pour les contribuables.

## Abstract

The aim of this study is to evaluate the advantages to the state of an accelerated modernization of farms.

This by introducing a policy encouraging the increase in farm size and the departure of the population, the farmer leaving the land are enabled to contribute towards greater added value in other branches of the economy, while agricultural enterprises can obtain an increase in the efficiency of invested capital and reduce the consumption of production factors.

This increase in productivity requires the collectivity to make an effort to improve the reception of migrants, professional training and the finding of employment but the estimations made for the 1970-85 period show that the balance sheet for the whole is very favourable. It should therefore be possible, although the study has not touched on this point, to introduce measures which would make this modernization of agricultural structures advantageous both the farmer and the tax payer.



Par ailleurs l'étude des moyens nécessaires à la réalisation de la solution alternative envisagée n'a pas été abordée. Elle le sera dans un prochain avenir.

### Le choix de la solution de référence

En premier lieu, il convient de choisir une référence par rapport à laquelle on effectue le calcul : définir un coût dans l'absolu supposerait que la solution de référence soit purement et simplement l'absence d'agriculture : on peut plus aisément et plus utilement définir les coûts et les avantages des différentes solutions étudiées par rapport à une d'entre elles. Il paraît alors naturel de choisir comme solution de référence la poursuite de la politique actuelle et de calculer les coûts et les avantages pour la Nation par rapport à cette solution, d'une ou plusieurs autres solutions alternatives envisageables. On obtient ainsi, mieux qu'une valeur absolue d'interprétation délicate, une valeur relative indiquant ce que l'on gagne ou perd en adoptant tel objectif plutôt que tel autre.

### La notion de bilan coûts-avantages pour la Nation

Sous sa forme la plus simple, le bilan coûts-avantages pour la Nation d'une solution par rapport à une autre peut être défini comme étant égal à la variation de valeur actualisée de la consommation à prix constants. Cette définition repose soit sur la notion d'utilité collective et l'hypothèse de répartition optimale des revenus (le Gouvernement attache autant d'importance à 1 F gagné par Dupont ou par Durand) soit un principe de compensation (si la valeur de la consommation à prix constants augmente, le Gouvernement peut toujours s'arranger sans frais, par une redistribution convenable des revenus, pour que la consommation réelle de chacun augmente).

Dans les deux cas, on suppose que la variation de la valeur de la consommation individuelle à prix constants (c'est-à-dire en termes réels) représente un bon indicateur de la satisfaction des individus. Cette hypothèse n'est généralement pas correcte du fait de l'existence de valeurs non marchandes. Il en est ainsi dans le cas qui nous préoccupe, notamment en ce qui concerne le coût psychologique de l'exode : si certains agriculteurs préfèrent rester à la terre malgré un niveau de vie apparemment plus bas, ne faut-il pas en tenir compte ? Cependant, il faudrait également tenir compte des avantages éventuels de l'exode pour les enfants des agriculteurs. Il est donc difficile d'apprécier dans quel sens penche la balance des avantages non marchands.

Compte tenu de sa définition, le bilan pour la Nation reste inchangé si l'on opère des transferts de revenu entre les différents membres de la collectivité, dès lors que ces transferts n'entraînent pas de consommation de ressources réelles. Il ne sera donc pas nécessaire pour faire le calcul, de faire des hypothèses sur le niveau des prix agricoles, des taux de subvention, des bonifications d'intérêt, des transferts sociaux, des primes et

incitations diverses, etc... Il suffira de faire des hypothèses sur l'objectif physique que l'on envisage d'atteindre ou que l'on désire étudier. Le calcul montrera si cet objectif est plus ou moins intéressant qu'un autre, du point de vue de la Nation. Il n'indiquera pas le revenu des agriculteurs, leurs besoins de financement, ni la nature et le coût budgétaire des moyens à mettre en œuvre pour atteindre tel ou tel objectif : la connaissance de ces moyens suppose de délicates études du comportement des agriculteurs sous l'effet des différentes mesures envisageables.

La méthodologie utilisée ici est donc insuffisante pour éclairer le choix des objectifs de la politique agricole. Elle devrait cependant permettre d'apporter un éclairage partiel à ce choix dans la mesure où l'on peut admettre que si une solution est intéressante pour la collectivité, il est possible de trouver un ensemble de moyens tels que cette solution soit acceptable pour chacun des groupes qui constituent la collectivité, et notamment pour les agriculteurs et pour les contribuables. Cette conjoncture ne pourra toutefois être confirmée ou infirmée qu'à la suite de travaux complémentaires comportant notamment la mise au point d'un modèle descriptif de l'évolution de l'agriculture et l'étude macroéconomique de ses relations avec le reste de l'économie.

### La solution étudiée

Comme on vient de le voir, il est suffisant, pour les besoins de la présente étude, de caractériser la solution étudiée en termes *physiques*.

L'hypothèse retenue ici pour 1985 est une évolution « néoartisanale » avec augmentation de la surface moyenne des exploitations (42 ha contre 32 dans la solution tendancielle). Cette hypothèse est qualifiée de solution B. La solution A ou tendancielle est en quelque sorte la prolongation des tendances passées (cf tableau ci-dessous).

#### CARACTERISTIQUES DE L'HYPOTHESE RETENUE

	Rappel 1967	Projection tendan- cielle 1975	1985	
			Hypothèse A (référence)	Hypothèse B
Nombre d'exploitation — 1.000 . . . . .	1.699	1.250	850	650
Surface agricole utilisée — 1.000 ha . . .	30.102	30.000	27.200	27.200
Surface moyenne (ha)	17,7	24	32	42
Population active agricole — 1.000 . . . . .	3.048 (1)	2.319	1.560	1.330
(1) Mars 1968.				

L'évolution de l'agriculture depuis la situation atteinte à la fin de 1970 (début du 6<sup>ème</sup> Plan) jusqu'en 1985, est supposée linéaire.

Pour simplifier, les solutions A et B sont caractérisées par un même niveau de consommation des ménages en produits agricoles et alimentaires, ce qui n'introduit pas d'erreur très grande, étant donné que l'élasticité de cette consommation par rapport aux prix est assez faible.

## Les différents éléments du bilan

### 1 — Secteur agricole

Les hypothèses A et B se caractérisent par des structures et des niveaux de production différents.

En termes de biens et services consommés par l'agriculture, ces différences se traduisent par des différences de consommation intermédiaires et par des différences d'achats de biens d'équipement aux autres branches. Ces différents éléments sont valorisés sur la base de leur prix de marché hors taxes, considéré comme représentatif de leur coût pour la Nation.

En termes de biens et services fournis par l'agriculture, ces différences se répercutent directement sur le solde du commerce extérieur, dans la mesure où on admet que la consommation intérieure ne dépend pas des hypothèses étudiées. Ce poste est valorisé sur la base des prix extérieurs F.O.B. ou C.I.F. diminués du coût hors taxes de stockage, transformation, commercialisation et transport intérieur.

### 2 — Reste de l'économie

Les différentes hypothèses se traduisent également

par des niveaux d'activité différents. On a supposé que les actifs de moins de 55 ans libérés par la modernisation de l'agriculture seraient réemployés dans le reste de l'économie.

Cette conversion entraîne un coût pour la Nation : déménagement, formation professionnelle, logement, équipements urbains, création d'emploi. Tous ces postes sont à prendre en compte, qu'ils incombent à la puissance publique ou non. Ils sont valorisés sur la base des prix de marché hors taxes.

En contrepartie, l'agriculteur converti accroît la production de biens et services : ce poste est estimé par la valeur ajoutée brute par tête hors taxes dans les secteurs et les qualifications correspondant aux agriculteurs convertis.

Cette méthode d'estimation suppose bien entendu que les agriculteurs convertis ne deviendront pas chômeurs et que l'économie sera capable de les absorber. Ce point est actuellement étudié à l'aide du modèle F.I.F.I. pour l'horizon 1975.

## Les modalités de calcul

L'ensemble du calcul est effectué en francs constants de l'année 1965, en tenant compte du glissement des prix relatifs, calculé par le modèle physico-financier F.I.F.I. pour 1975 et extrapolé pour 1985.

### 1 — Base 1967 (tableaux 1 à 5)

L'accent mis sur l'étude de modifications des structures agricoles supposait une bonne connaissance préalable de la valeur actuelle des postes à évaluer, ventilée par classes de surface.

TABLEAU 1  
Valeur à neuf des bâtiments d'exploitation en 1967

(MF 1965)

	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	Total
Nombre de tracteurs 1.000 .....	218	323	418	147	75	1.181
Cheptel vif 1.000 U.G.B. ....	2.830	4.960	8.450	3.360	1.490	21.090
<b>Taxes comprises</b>						
Valeur des hangars MF .....	3.050	4.500	5.850	2.050	1.050	16.500
Valeur des bâtiments d'élevage MF ....	7.080	12.400	21.120	8.400	3.720	52.720
Valeur totale MF .....	10.130	16.900	26.970	10.450	4.770	69.220
Valeur totale F/ha .....	3.000	2.830	2.390	1.850	1.240	2.300
<b>Hors taxes</b>						
Valeur des hangars MF .....	2.650	3.950	5.150	1.800	900	14.450
Valeur des bâtiments d'élevage MF ....	6.230	10.900	18.600	7.400	3.280	46.400
Valeur totale MF .....	8.880	14.850	23.750	9.200	4.180	60.860
Valeur totale F/ha .....	2.630	2.490	2.110	1.630	1.090	2.020

**TABEAU 2**  
**Répartition des exploitations et de la main-d'œuvre en 1985**

(Milliers d'exploitations et d'hectares)

	Classe de surface (ha)					TOTAL
	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	
<b>I — EXPLOITATIONS</b>						
<b>Hypothèse A</b>						
Nombre d'exploitations .....	230	210	260	105	45	850
Surface occupée .....	1.350	3.250	8.450	6.800	7.350	27.200
dont cultures spécialisées .....	105	250	655	525	570	2.105
Surface moyenne .....	5,9	15,5	32	65	163	32
<b>Hypothèse B</b>						
Nombre d'exploitations .....	115	150	215	110	60	650
Surface occupée .....	800	2.400	6.800	7.100	10.100	27.200
dont cultures spécialisées .....	60	185	525	550	780	2.105
Surface moyenne .....	7	16	32	65	168	42
<b>II — MAIN-D'ŒUVRE</b>						
P.A.T. par exploitation (1) .....	0,8	1,2	1,6	2	3	—
Actifs totaux (2) .....						
Hypothèse A .....	240	330	540	270	180	1.560
dont hommes (3) .....						1.110
Hypothèse B .....	120	230	450	290	240	1.330
dont hommes (3) .....						950

(1) Personne année travail.  
(2) Sur la base de 1,3 actif par P.A.T.  
(3) 10 hommes actifs pour 4 femmes actives.

**TABEAU 3**  
**Indice d'évolution des rendements par hectare, de 1965 à 1985**  
**a) Productions végétales**

	Statistiques agricoles			Prévision F.N.C.E.T.A. 1975	Rapport $\frac{1985}{1967}$ (en %)
	1951-1955	1967	Projection 1985		
Blé (q/ha) .....	20,8	37,2	50	70	136
Orge (q/ha) .....	18,5	35,2	60	65	170
Maïs (q/ha) .....	20,8	36,5	85	80	230
Pommes de terre (q/ha) .....	140	200	300	—	150
Betteraves industrielles (q/ha) ...	283	404	700	—	173
Vin (hl/ha) .....	40	50	70	—	130
Légumes (t/ha) .....	21	21	21	—	—
Cultures fruitières (t/ha) .....	5,2	6,4	9,2	—	—

**b) Productions animales**

	1959	1967	F.N.C.E.T.A. 1975	1985	Rapport $\frac{1985}{1967}$
Lait (1/an) .....	2.000	2.600	3.400	4.400	1,70
Viandes .....	—	—	—	—	1,40

TABLEAU 4

## Production brute - Hypothèse A

(1.000 tonnes)

	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL	Indice 1985-67 %
1 — Blé .....	375	1.330	4.590	5.110	8.395	19.800	144
2 — Orge .....	285	980	3.990	5.635	6.090	16.980	178
3 — Maïs .....	470	1.075	2.270	1.550	3.900	9.265	223
4 — Pommes de terre .....	950	2.295	3.755	1.960	4.430	13.390	128
5 — Sucre .....	25	115	540	815	2.030	3.525	214
6 — Lait .....	2.910	7.235	15.760	8.620	4.610	39.135	129
7 et 8 — Bœuf et veau .....	110	280	650	450	350	1.840	115
9 — Mouton et chèvre .....	10	15	35	40	60	160	136
10 — Porc .....	130	300	535	215	115	1.295	99
11 — Volailles .....	130	120	175	110	85	620	97
12 — Œufs .....	120	110	165	100	75	570	97

TABLEAU 5

## Production brute 1985 - Hypothèse B

(1.000 tonnes)

	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL	Indice 1985-67 %
1 — Blé .....	200	985	3.695	5.340	11.525	21.765	158
2 — Orge .....	170	725	3.210	5.885	8.375	18.365	192
3 — Maïs .....	280	795	1.830	1.620	5.350	9.875	237
4 — Pommes de terre .....	565	1.695	3.025	2.050	6.090	13.425	129
5 — Sucre .....	15	85	435	850	2.795	4.180	254
6 — Lait .....	1.725	5.340	12.685	9.005	6.335	35.090	116
7 et 8 — Bœuf et veau .....	65	210	525	475	480	1.755	109
9 — Mouton et chèvre .....	5	10	30	40	80	165	140
10 — Porc .....	80	225	430	225	155	1.115	85
11 — Volailles .....	75	90	145	115	115	540	84
12 — Œufs .....	70	80	130	105	105	490	84

On a donc procédé à un essai de ventilation pour l'année 1967 de la production, des consommations intermédiaires, du capital et de la main-d'œuvre par classes d'exploitation. Les classes retenues sont au nombre de 5 : 0-10 ha, 10-20 ha, 20-50 ha, 50-100 ha, plus de 100 ha. Il faut noter que cette ventilation s'appuie sur

des statistiques très variées et n'est pas toujours très précise.

Il aurait été en principe souhaitable de ventiler ces éléments également par types de production afin de pouvoir étudier différentes modifications possibles de la

part relative des différentes productions. Ce travail n'a malheureusement pu être fait que pour les cultures spécialisées (fruits, légumes, vigne) compte tenu des délais impartis et des limitations de l'appareil statistique disponible.

D'une manière générale, il apparaît que les rendements à l'hectare augmentent avec la taille des exploitations, cependant que les consommations intermédiaires, le capital et la main-d'œuvre par hectare dimi-

nuent. L'influence de la taille des exploitations sur leur rentabilité est donc manifeste.

## 2 — Projection 1985 (tableaux 6 et 15)

Chacune des hypothèses A et B est caractérisée par la donnée du nombre d'exploitations de chaque classe en 1985. Le calcul de l'évolution de la production, des consommations intermédiaires, du capital et de la main-d'œuvre par classe d'exploitation jusqu'en 1985

TABLEAU 6  
Indices des prix relatifs en 1985

	Prix relatifs 1975-1965 (FIFI)	Prix relatifs 1967-1965	Prix relatifs 1975-1967	Prix relatifs 1985-1967
	a	b	c = a : b	d = a . c (1)
Industries agricoles et alimentaires .....	116,5	98	118,7	138
Energie .....	83,2	96	86,8	72
Industrie .....	84,5	97	88	75
Transports et télécommunications .....	111,2	101	110	122,5
Services du logement .....	165	114	145	240
Services, B.T.P. et commerce .....	108,7	101	107,5	117

(1) On suppose que l'évolution des prix relatifs 1985-1975 est la même que sur 1975-1965.

TABLEAU 7  
Consommations intermédiaires en 1985 : hypothèse A

(MF 65 hors taxes)

	0 — 10	Agriculture générale et élevage					Cultures spécia- lisées	TOTAL général	Indice 85-67 %
		10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL			
1 — Aliments du bétail .....	610	1.280	2.900	1.830	1.200	7.900	—	7.900	153
2 — Electricité .....	20	45	120	100	110	395	130	525	164
3 — Produits pétroliers .....	40	90	140	130	115	515	175	690	96
4 — Engrais et parachimie ....	120	320	910	830	1.030	3.210	1.740	4.950	125
5 — Services rendus aux entreprises .....	250	600	1.550	1.250	1.350	5.000	1.120	6.120	269
6 — Services des artisans et mécaniciens .....	185	400	620	570	505	2.280	430	2.710	153
7 — Services de santé .....	45	105	235	150	105	640	—	640	128
8 — Divers .....	160	380	995	800	865	3.200	1.300	4.500	186
TOTAL MF .....	1.430	3.220	7.470	5.660	5.360	23.140	4.895	28.035	171
F/ha .....	1.150	1.070	950	905	795	920	1.800	1.030	189

TABLEAU 8

## Consommations intermédiaires en 1985 : hypothèse B

	Agriculture générale et élevage					TOTAL	Cultures spécialisées	TOTAL général	Indice 1985-67 %
	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100				
1 — Aliments du bétail .....	360	950	2.340	1.900	1.760	7.310	—	7.310	141
2 — Electricité .....	10	35	100	105	145	395	130	525	164
3 — Produits pétroliers .....	20	65	115	140	150	490	165	655	91
4 — Engrais et parachimie .....	70	240	730	870	1.415	3.325	1.740	5.065	156
5 — Services rendus aux entreprises .....	150	440	1.250	1.310	1.850	5.000	1.120	6.120	269
6 — Services des artisans et mécaniciens .....	95	280	510	590	670	2.145	390	2.535	143
7 — Service de santé .....	30	75	190	155	145	595	—	595	119
8 — Divers .....	95	280	800	835	1.190	3.200	1.300	4.500	186
TOTAL MF .....	830	2.365	6.035	5.905	7.325	22.460	4.845	27.305	166
F/ha .....	1.120	1.070	960	900	785	895	2.300	1.000	183

s'appuie principalement sur l'évolution passée de ces postes et sur les prévisions 1975 des exploitations des C.E.T.A., qui peuvent être considérées comme préfigurant l'avenir à plus long terme de l'agriculture. Il convient d'insister sur la fragilité de ces projections qui sont vraisemblables, mais ne prennent pas en compte la possibilité de mutations technologiques brutales.

Par ailleurs, pour les cultures non spécialisées, l'absence de ventilation dans la base 1967 implique que l'on suppose à l'intérieur de chaque classe de surface une répartition invariable des surfaces cultivées entre les différentes spéculations. Dans la mesure où la part du lait et de la viande est actuellement plus grande dans les petites exploitations que dans les grandes, on constate que la part du lait est plus faible dans la solution B que dans la solution A. Le phénomène inverse se produit pour les céréales.

Dans la réalité, il est vraisemblable que l'amélioration des structures pourrait s'accompagner d'une modification progressive de la répartition des spéculations à l'intérieur de chaque classe, pour se rapprocher de l'équilibre production-consommation. Le fait de ne pas tenir compte de cette possibilité entraîne sans doute une sous-estimation des avantages de la solution B,

dans la mesure où la production de viande est plus rentable pour la collectivité que celle de céréales.

Les consommations intermédiaires par hectare étant d'autant plus faibles que la taille des exploitations est plus grande, leur montant total est plus faible dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

Les besoins en investissements de la période 1971-1985 ont été calculés pour chaque classe de surface à partir de la valeur à neuf du matériel et des bâtiments calculée en 1985, déduction faite de la valeur résiduelle en 1985 des bâtiments existant actuellement. On a supposé que le taux d'auto-équipement restait égal à sa valeur actuelle. Malgré les besoins d'équipement des grosses exploitations, les investissements totaux sont plus faibles dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A. On a tenu compte par ailleurs du coût de restructuration des exploitations. Faute d'informations suffisantes on a supposé que les autres dépenses d'investissement inscrites au budget de l'agriculture étaient les mêmes dans les hypothèses A et B.

Compte tenu de l'hypothèse d'évolution linéaire des structures de 1971 à 1985, on a retenu pour les différents postes une évolution linéaire de 1971 à 1985 des écarts entre les hypothèses B et A.

TABLEAU 9

## Matériel d'exploitation et bétail en 1985

(toutes exploitations)

	Classe de surface					TOTAL	Indice 1985 67 %
	0 — 10	10 — 20	20 — 50	001 — 05	Plus de 100		
<b>I — MATERIEL</b>							
Pourcentage d'exploitations mécanisées (%) .....	80	100	100	100	100 (1)		
Puissance moyenne par exploitations mécanisées (CV) .....	55	62	75	125	250		
Puissance moyenne par tracteur (CV) .....	35	40	45	50	60		
<b>Puissance totale (1.000 CV)</b>							
Hypothèse A .....	10.120	13.020	16.120	13.120	11.250	63.630	180
Hypothèse B .....	5.060	9.300	13.330	13.750	15.000	56.440	159
<b>Nombre de tracteurs (1.000)</b>							
Hypothèse A .....	289	326	359	262	188	1.424	121
Hypothèse B .....	145	232	296	275	250	1.198	102
<b>Valeur du matériel</b> (M.F. 65 H.H.)							
<b>HYPOTHESE A</b>							
Valeur des tracteurs .....	3.140	3.910	4.680	3.680	2.920	18.330	
Total tracteurs et matériel annexe .....	6.910	8.600	10.300	8.090	6.420	40.320	
<b>HYPOTHESE B</b>							
Valeur des tracteurs .....	1.570	2.790	3.870	3.850	3.900	15.980	
Total tracteurs et matériel annexe .....	3.450	6.140	8.510	8.470	8.580	35.150	
<b>II — BÉTAIL (1.000 U.G.B.)</b> (2)							
Hypothèse A .....	1.780	3.790	8.656	5.390	3.775	23.300	110
Hypothèse B .....	1.050	2.800	6.900	5.330	5.190	21.570	102

(1) Chiffre porté à 300 CV dans l'hypothèse C et 400 CV dans l'hypothèse D compte tenu de l'accroissement des surfaces moyennes.

(2) Unités gros bétail.

TABLEAU 10

## Valeur à neuf des bâtiments d'exploitations en 1985 et investissements 1968-85

(MF 1965 hors taxes)

	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL
<b>I — VALEUR A NEUF</b>						
<b>HYPOTHESE A</b>						
Nombre de tracteurs 1.000 .....	289	326	359	262	188	1.424
Cheptel vif 1.000 U.G.B. ....	1.780	3.790	8.565	5.390	3.775	23.300
Valeur des hangars MF .....	3.550	4.010	4.420	3.220	2.310	17.510
Valeur des bâtiments d'élevage MF .....	3.920	8.340	18.840	11.860	8.300	51.260
Valeur totale MF .....	7.470	12.350	23.260	15.080	10.610	68.770
<b>HYPOTHESE B</b>						
Nombre de tracteurs 1.000 .....	145	232	296	275	250	1.198
Cheptel vif 1.000 U.G.B. ....	1.050	2.800	6.900	5.630	5.190	21.570
Valeur des hangars MF .....	1.780	2.850	3.640	3.380	3.080	14.730
Valeur des bâtiments d'élevage MF .....	2.310	6.160	15.180	12.390	11.420	47.460
Valeur totale MF .....	4.090	9.010	18.820	15.770	14.500	62.190
<b>II — INVESTISSEMENTS 1968-85</b>						
(1)						
<b>— Hypothèse A</b>						
Hangars .....	1.780	1.380	990	2.020	1.710	7.880
Bâtiments .....	—	1.080	6.440	6.920	6.120	20.560
	1.780	2.460	7.340	8.940	7.830	28.440
<b>— Hypothèse B</b>						
Hangars .....	10	220	210	2.180	2.480	5.100
Bâtiments .....	—	—	2.780	7.450	9.240	19.470
TOTAL .....	10	220	2.990	9.630	11.720	24.570

1) Excédent, s'il existe, de la valeur à neuf 1985 de chaque hypothèse sur la valeur à neuf 1985 en l'absence d'investissement, estimée apparemment aux 2/3 de la valeur à neuf en 1967.

TABLEAU 11

## Calcul du coût de restructuration

(1.000 ha sauf dernière colonne)

	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL	Coût de restructuration MF 1965 H.T. (1)
Surfaces 67	3.378	5.968	11.256	5.654	3.843	30.100	
<b>HYPOTHESE A</b>							
Surfaces 67 réduites .....	3.060	5.400	10.180	5.100	3.460	27.200	
Surfaces 85 .....	1.350	3.250	8.450	6.800	7.350	27.200	
Différence 85 — 67 .....	— 1.710	— 2.150	— 1.730	+ 1.700	+ 3.890	0	3.280
<b>HYPOTHESE B</b>							
Surfaces 67 réduites .....	3.060	5.400	10.180	5.100	3.460	27.200	
Surfaces 85 .....	800	2.400	6.800	7.100	10.100	27.200	
Différence 85 — 67 .....	— 2.260	— 3.000	— 3.380	+ 2.000	+ 6.640	0	4.900
Ecart B — A total par an ....							1.620 108

TABLEAU 12

## Consommations animales

(1.000 tonnes)

1985	0 — 10	10 — 20	20 — 50	50 — 100	Plus de 100	TOTAL
<b>HYPOTHESE A</b>						
Blé .....	420	675	1.255	590	375	3.315
Orge .....	665	1.090	2.085	1.025	660	5.525
Maïs .....	300	535	1.090	595	400	2.920
Lait .....	745	1.620	2.330	775	350	5.820
<b>HYPOTHESE B</b>						
Blé .....	250	495	1.010	620	515	<b>2.890</b>
Orge .....	390	805	1.680	1.070	910	4.855
Maïs .....	175	395	875	625	550	2.620
Lait .....	440	1.200	1.875	810	480	4.805

TABLEAU 13

## Consommation humaine en 1985 (1)

(En 1.000 tonnes)

Blé .....	3.441
Orge .....	595
Maïs .....	357
Riz .....	208
Pommes de terre .....	5.186
Légumes frais .....	4.800
Fruits frais .....	4.860
Sucre .....	2.174
Lait et produits laitiers (2) .....	31.600
Viande de bœuf .....	1.163
Viande de veau .....	456
Viande de mouton .....	166
Viande de porc .....	1.487
Volailles .....	1.180
Œufs .....	579

(1) Sur la base d'un accroissement de revenu par tête de 4 % par an.  
(2) En équivalent lait.

TABLEAU 14

## Solde du commerce extérieur en 1985 (1)

(En 1.000 tonnes)

	Total		Répartition C.E.E.-Pays Tiers			
	Hypothèse A	Hypothèse B	Hypothèse A		Hypothèse B	
			C.E.E.	Pays Tiers	C.E.E.	Pays Tiers
1 — Blé .....	12.410	14.775	0	12.410	0	14.775
2 — Orge .....	10.395	12.430	16.330	0	17.100	2.170
3 — Maïs .....	5.935	6.840				
4 — Pommes de terre .....	8.200	8.240				
équivalent féculé ( $\times 0,18$ )	1.475	1.485	0	1.475	0	1.485
5 — Sucre .....	1.350	2.010	1.200	150	1.200	810
6 — Lait et produits laitiers .....	1.715	— 1.315	0	1.715	0	— 85
7 et 8 — Bœuf et veau .....	— 350	— 435	0	— 350	0	— 693
9 — Mouton et chèvre .....	90	— 85	0	— 90	0	— 1.315
10 — Porc .....	— 513	— 693	0	— 513	0	— 435
11 — Volailles .....	— 560	— 640	0	— 560	—	— 640
12 — Œufs .....	— 10	— 90	— 10	0	— 30	— 60

(1) Production — (Consommation humaine + consommation animale + consommation de semences + variation de stocks évaluées à 20 % de la variation de production).  
+ excédent ;  
— déficit.

**TABLEAU 15**  
**Cours des productions agricoles 1965**

(F 1965/t hors taxes)

	Prix C.E.E.				Prix mondial			
	Prix à l'exportation			Prix à l'imp. C.I.F.	Prix à l'exportation			Prix à l'imp. C.I.F. (1)
	F.B.O.	Frais	Net départ ferme.		F.B.O.	Frais	Net départ ferme.	
1 — Blé .....	—	—	—		295	35	260	
2 — Orge .....	420	45	375		319	45	274	
3 — Maïs .....	488	30	458		332	30	302	
4 — Fécule .....	—	—	—		535	200	335	
5 — Sucre .....	925	300	625		520	300	220	
6 — Lait et produits laitiers	—	—	—		270	130	140	250
7 et 8 — Viande bovine ..	3.880	550	3.330		3.300	550	2.750	3.300
9 — Mouton et chèvre ..	6.000	550	5.450		—	—	—	3.300
10 — Porcs .....	—	—	—		—	—	—	3.250
11 — Volailles .....	—	—	—		—	—	—	3.700
12 — Œufs .....	—	—	—	3.120	—	—	—	3.000

(1) Prix mondial diminué des frais de transformation ou d'abattage.

3 — *Commerce extérieur* (tableaux 16 à 21)  
Les tableaux 16 et 17 donnent une projection de la

consommation nationale en 1975, en distinguant la consommation humaine et la consommation animale.

**TABLEAU 16**  
**Solde du commerce extérieur en 1985 (1)**

(MF 1965 hors taxes)

	Variante 1 (prix pays tiers)		Variante 2			
	Hypothèse A	Hypothèse B	Hypothèse A		Hypothèse B	
			C.E.E.	Pays Tiers	C.E.E.	Pays Tiers
1 — Blé .....	3.225	3.840	—	3.225	—	3.840
2 — Orge .....	2.850	3.400				
3 — Maïs .....	1.790	2.070	6.620	—	6.980	590
4 — Pommes de terre (fécule) .....	490	500	—	490	—	500
5 — Sucre .....	300	440	750	30	750	180
6 — Lait .....	240	— 330	—	240	—	— 330
7 et 8 — Bœuf et veau	— 1.155	— 1.435	—	— 1.155	—	— 1.435
9 — Mouton et chèvre	— 300	— 280	—	— 300	—	— 280
10 — Porc .....	— 1.670	— 2.250	—	— 1.670	—	— 2.250
11 — Volailles .....	— 2.070	— 2.370	—	— 2.070	—	— 2.370
12 — Œufs .....	— 30	— 270	— 330	—	— 90	— 180
<b>TOTAL .....</b>	<b>3.670</b>	<b>3.315</b>	<b>7.340</b>	<b>— 1.210</b>	<b>7.640</b>	<b>— 1.735</b>
			6.130		5.905	
Ecart par rapport à A ..	—	355	—		225	

+ = excédent.  
(1) — = déficit ;

TABLEAU 17

**Structure par âge des populations agricoles masculines  
envisagées pour 1985**

(En 1.000 personnes (sexe masculin))

Année de naissance	Age en 1985	Effectifs normalisés	Hypothèse	Hypothèse
		(1)	A	B
66 — 67	18 — 19	28	33	29
61 — 65	20 — 24	79	95	81
56 — 60	25 — 29	75	89	77
51 — 55	30 — 34	82	98	84
46 — 50	35 — 39	89	106	91
41 — 45	40 — 44	99	108	101
36 — 40	45 — 49	109	131	111
31 — 35	50 — 54	122	146	125
26 — 30	55 — 59	132	158	135
21 — 25	60 — 64	114	136	116
1920 et avant	65 et plus	71	—	—
TOTAL GENERAL ...	.....	1.000	1.100	950

(1) Cf. Etude sur la population stable en agriculture.

TABLEAU 18

**Exode masculin -- Ecart hypothèse B -- Hypothèse A**

Age	Différence de population active agricole B — A			Exode 71 — 75 d = a (1)	Survivants de d en 1980 e	Exode 76 — 80 f = b — e (1)	Survivants de e + f en 1985 g	Exode 81 — 85 h = c — g (1)
	1975 a	1980 b	1985 c					
18 — 19	1,3	2,7	4	1,3	—	2,7 (2)	—	4 (2)
20 — 24	4,7	9,3	14	4,7	1,3	8	2,7	11,3
25 — 29	4	8	12	4	4,7	3,3	9,2	2,8
30 — 34	4,7	9,3	14	4,7	4	5,3	7,9	6,1
35 — 39	5	10	15	5	4,7	5,3	9,2	5,8
40 — 44	5,7	11,3	17	5,7	4,9	6,4	9,8	7,2
45 — 49	6,7	13,3	20	6,7	5,6	7,7	11	9
50 — 54	7	14	21	7	6,4	7,6	12,8	8,2
55 — 59	7,7	15,3	23	—	6,5	—	13,1	—
60 — 64	6,7	13,3	20	—	—	—	5,8	—
TOTAL ...	53,5	106,5	160	39,9	38,1	46,3	81,5	54,4

(1) Jusqu'à 54 ans.

(2) Ces jeunes ont pu muter antérieurement, mais ne deviennent actifs qu'au cours de la période.

TABLEAU 19 Coûts de conversion Ecart hypothèse B - Hypothèse A

(F. 1965 hors taxes)

	Unité	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	Total	Valeur résiduelle	Total moins valeur résiduelle
a Exodes hommes	1.000		8	8	8	8	8	9,2	9,2	9,2	9,2	9,2	10,8	10,8	10,8	10,8	10,8	140		
b Exodes femmes	1.000		8	8	8	8	8	9,2	9,2	9,2	9,2	9,2	10,8	10,8	10,8	10,8	10,8	140		
<b>1) F.P.A.</b>																				
c Bénéficiaires a + 0,3 b	1.000		10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	12	12	12	12	12	14	14	14	14	14	182		
d Places à créer	1.000	10,4	—	—	—	—	1,6	—	—	—	—	2	—	—	—	—	—	14		
e Investissements d × 17,4	MF	181	—	—	—	—	28	—	—	—	—	35	—	—	—	—	—	244	85	159
f Dépenses courantes par tête	1.000 F		8,6	9,0	9,4	9,9	10,3	10,8	11,3	11,9	12,4	13	13,6	14,3	14,9	15,6	16,4			
g Dépenses totales f × c	MF		89	94	98	103	107	130	136	143	149	156	190	200	209	219	230	2.253		2.253
<b>2) Création d'emploi</b>																				
h Hommes actifs non agricoles	1.000		8	16	24	32	40	48,8	57,6	66,4	75,2	84	94,4	104,8	115,2	125,6	136			
i Emplois à créer	1.000		10,4	10,4	10,4	10,4	10,4	11,4	11,4	11,4	11,4	11,4	13,5	13,5	13,5	13,5	13,5			
j Investissements par tête	1.000 F		63	67,2	72,2	77,3	82,3	88,2	94,5	101,2	108,4	115,9	123,5	131,9	141,1	151,2	162,1			
k Investissements total i × j	MF		655	700	750	805	855	1.010	1.080	1.160	1.240	1.325	1.670	1.780	1.910	2.050	2.200	19.190	13.490	5.700
<b>3) Logements et divers</b>																				
l Logements à construire	1.000		1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,8	1,8	1,8	1,8	1,8	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	27,5		
m Coût total l × 51,5	MF		82	82	82	82	82	93	93	83	93	93	108	108	108	108	108	1.415	1.185	230
<b>4) Coût total de conversion</b>																				
n e + g + k + m	MF	181	826	876	930	990	1.072	1.233	1.309	1.396	1.482	1.609	1.968	2.088	2.227	2.377	2.538	23.102	14.760	8.342

TABLEAU 20 Avantages de conversion Ecart hypothèse B - Hypothèse A

(F. 1965 hors taxes)

	Unité	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	TOTAL
<b>1 — HOMMES</b>																		
a — Hommes au travail	1.000		—	8	16	24	32	40	48,8	57,6	66,4	75,2	84	94,4	104,8	115,2	125,6	
b — Valeur ajoutée brute par tête	1.000 F		27,9	29,1	30,4	31,8	33,2	34,6	36,2	37,7	39,4	41,1	42,9	44,8	46,9	49	51,2	
c — Valeur ajoutée totale a x b	MF		—	233	486	764	1.060	1.385	1.765	2.175	2.615	3.090	3.600	4.230	4.900	5.650	6.430	38.383
<b>2 — FEMMES</b>																		
a — Femmes au travail	1.000		—	2,4	4,8	7,8	9,6	12	14,6	17,3	19,9	22,6	25,2	28,3	31,4	34,6	37,7	
b — Valeur ajoutée brute par tête	1.000 F		18	18,8	19,6	20,5	21,4	22,3	23,2	24,3	25,3	26,4	27,7	28,9	30,1	31,5	32,8	
c — Valeur ajoutée totale d x e	MF		—	45	94	148	205	268	339	420	503	597	698	818	945	1.090	1.237	7.407
<b>3 — TOTAL</b>																		
g = c + f	MF		—	278	580	912	1.265	1.653	2.104	2.595	3.118	3.687	4.298	5.048	5.845	6.740	7.667	45.790

Sur cette base, on a calculé le volume du solde du commerce extérieur par produit. Dans une première variante, la valeur de ce solde est calculée sur la base des prix internationaux, ce qui revient à supposer soit que tout notre commerce extérieur est fait avec les pays tiers, soit que l'on se place du point de vue de la C.E.E. en négligeant alors les transferts entre la France et ses partenaires. Dans une deuxième variante, on a pris en compte l'existence du marché préférentiel de la C.E.E. Le solde du commerce extérieur en est bien entendu amélioré, mais les écarts entre les deux hypothèses n'en sont pratiquement pas changés, du fait que la C.E.E. n'est pas supposée en mesure d'absorber tous nos excédents de céréales.

Le solde est assez nettement positif dans les hypothèses A et B.

Dans les deux variantes, le système de prix retenu est celui de 1965 : il n'a pas été possible d'établir des prévisions suffisamment fiables des prix C.E.E. et mondiaux à l'horizon de 1985. Les prix sont corrigés pour obtenir la valorisation des produits *bruts* au départ des exploitations agricoles, mais ceci n'implique pas forcément qu'ils soient exportés en l'état. Une étude particulière du secteur des industries agricoles et alimentaires devrait être faite pour déterminer l'intérêt de la transformation des produits avant exportation.

L'évolution de ce poste a été supposée linéaire de 1971 à 1985 en ce qui concerne l'écart entre les hypothèses B et A.

#### 4 — Conversion

Les besoins en main-d'œuvre agricole ont été calculés sur la base d'une augmentation de 15 % d'ici 1985, de la durée annuelle moyenne effective du travail dans l'agriculture, résultant des actions contraires de la diminution du chômage caché et de la diminution de la durée du travail dans l'ensemble de l'économie. On a retenu un taux d'activité de 4 femmes pour 10 hommes.

Sur cette base, on a calculé l'exode supplémentaire d'hommes et de femmes à prévoir au cours de la période 1971-1985 par rapport à l'hypothèse A pour atteindre l'hypothèse B, et les coûts et les avantages de la conversion de ces personnes.

On a supposé que les personnes en excédent âgées de plus de 55 ans prenaient une retraite anticipée. Tous les agriculteurs âgés de moins de 55 ans sont convertis et bénéficient d'une formation professionnelle, ce qui n'était pas le cas dans le passé mais semble nécessaire si l'on veut éviter qu'ils deviennent chômeurs.

Le coût de création des emplois nécessaires a été évalué sur la base de la valeur à neuf du capital par tête dans les branches où vont les agriculteurs convertis. L'évaluation de ce capital est assez imprécise.

On a admis que 20 % des mutants déménageaient

en zone urbaine, ce qui nécessite la construction de logements et d'équipements urbains supplémentaires dont le coût a été légèrement atténué pour tenir compte de la possibilité de réutilisation de leur ancien logement.

Les avantages résultant de la conversion ont été évalués à partir de la valeur ajoutée brute hors taxes par secteur, pondérée par le nombre d'agriculteurs entrés dans chaque secteur pendant la période 1959-1964 : cette valeur est réduite séparément pour les hommes et les femmes au prorata du rapport du salaire moyen des ouvriers et du salaire moyen toutes catégories socio-professionnelles.

L'évolution de ces différents postes de 1971 à 1985 a été calculée compte tenu de l'évolution des prix relatifs, de la productivité et du nombre annuel d'intéressés.

#### Les résultats

Les résultats des différents calculs sont indiqués dans le tableau 21 qui donne l'écart entre l'hypothèse B et l'hypothèse de référence A.

Ce tableau donne l'évolution de 1970 à 1985 des différents avantages (comptés positivement) et coûts (comptés négativement), exprimés en MF 1965 hors taxes. L'avant-dernière colonne donne la valeur résiduelle des investissements effectués pendant la période considérée, calculée sur la base d'un amortissement linéaire pendant leur durée de vie.

— *Ligne n° 1* : consommations intermédiaires ; les chiffres sont positifs car ce poste est moins coûteux dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

— *Ligne n° 2* : investissements agricoles (matériel et bâtiments) les chiffres sont également positifs.

— *Ligne n° 3* : investissements de restructuration ; les chiffres sont négatifs car ce poste est plus coûteux dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

— *Ligne n° 4* : stock final ; les chiffres sont négatifs car la valeur des stocks est plus faible dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

— *Ligne n° 5* : commerce extérieur ; les chiffres sont négatifs car il y a moins d'excédents dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A. Ces chiffres ne signifient pas toutefois que le commerce extérieur de produits agricoles est déficitaire.

— *Ligne n° 6* : coût de conversion ; les chiffres sont négatifs car il faut convertir, donc former, loger et employer plus de personnes dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

— *Ligne n° 7* : avantages de conversion : les chiffres sont positifs et l'emportent largement sur les autres postes. A signaler qu'une partie de ces avantages, égale à la valeur ajoutée brute des mutants, est constituée de devises dans la mesure où les secteurs où vont les mutants sont exportateurs.

**TABLEAU 21**  
**Bilan d'ensemble**  
**Ecart hypothèse B - Hypothèse A \***

[F 1965 hors taxes]

	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85		Valeur résiduelle	TOTAL plus valeur résiduelle
1) Consommations intermédiaires	—	49	98	147	196		294	343	392	441	490	539	588	637	686	730	5.380	—	5.880
2) FBCB agriculture .....	—	517	517	517	517	517	517	517	517	517	517	853	853	853	853	853	9.435	— 5.430	4.005
3) Restructuration .....		— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 108	— 1.620	+ 1.620	—
4) Stock final .....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	— 1.180	— 1.180
5) Commerce extérieur .....	—	— 23	— 46	— 69	— 92	— 115	— 138	161	— 184	— 207	— 230	— 253	— 276	— 299	— 322	— 340	— 2.755	—	— 2.755
6) Coût de conversion .....	— 181	— 826	— 876	— 930	912	— 1.072	— 1.233	— 1.309	— 1.396	— 1.482	— 1.609	— 1.968	— 2.088	— 2.227	— 2.377	— 2.538	— 23.102	+ 14.760	— 8.342
7) Avantages de conversion .....	—	—	278	580		1.265	1.653	2.104	2.595	3.118	3.687	4.298	5.048	5.845	6.740	7.667	45.790	—	45.790
TOTAL non actualisé .....	— 181	— 391	— 137	+ 137	435	732	985	1.386	1.816	2.279	2.747	3.361	4.017	4.071	5.472	6.254	33.628	9.770	43.398
Coefficient d'actualisation à 10 % ..	1	0,91	0,83	0,75	0,68	0,62	0,56	0,51	0,47	0,42	0,39	0,35	0,32	0,29	0,26	0,24	—	0,24	—
TOTAUX actualisé à 10 % .....	— 181	— 356	— 114	103	296	454	552	707	854	957	1.071	1.176	1.285	1.363	1.423	1.503	11.093	2.345	13.438
TOTAL actualisé cumulé .....	— 181	— 537	— 651	— 548	— 252	202	754	1.461	2.315	3.272	4.343	5.519	6.804	8.167	9.590	11.093	—	13.438	—

\* Les chiffres positifs représentent des avantages plus élevés ou des coûts plus faibles dans l'hypothèse B que dans l'hypothèse A.

La totalisation des différents poste donne année par année le bilan net pour la collectivité des avantages et des coûts d'adoption de l'hypothèse B de préférence à l'hypothèse A. Ce bilan, négatif au début, devient positif dès 1973 et croît ensuite rapidement.

L'avant-dernière ligne du tableau donne la valeur actualisée des soldes annuels à 10 %, taux du Plan. La dernière ligne donne les totaux actualisés cumulés.

Le bilan cumulé devient positif dès 1975 : le « délai de récupération est donc de 5 ans.

Le bilan total actualisé jusqu'en 1985 (en F 1965 hors taxes) se monte à 13,4 milliards.

Ce chiffre signifie que la concentration de l'agriculture impliquée par l'hypothèse B dégagerait des avantages pour la collectivité équivalente à un gain annuel de 1,34 milliard de francs.

# REVUE TIERS-MONDE

Tome XI, N° 42-43  
Avril-Septembre 1970

## LE VIETNAM ENTRE LA GUERRE ET LA PAIX

### AVANT-PROPOS DE LA REDACTION

- Jean LACOUTURE : *Sur le testament d'HO CHI MINH.*  
AU TRUONG THANH : *Reconstruire.*  
Jean-Claude POMONTI : *Les transformations de la société dans le Vietnam du sud.*  
François JOYAUX : *Les relations sino-vietnamiennes : perspectives politiques et économiques.*  
CAO HUY THUAN : *Le mouvement bouddhiste : hier et demain.*  
TON THAT TRINH : *Les perspectives de l'agriculture du Sud-Vietnam.*  
Charles A. COOPER : *Les progrès économiques du Sud-Vietnam pendant la guerre.*  
NGUYEN TRONG HY et  
LE QUANG TRONG : *Sud-Vietnam 69 : Déséquilibre et dépendance économique.*  
Tadashi KAWATA : *Développement économique du Sud-Est asiatique après la fin de la guerre au Vietnam.*

### DOCUMENTATION

- Joint Development Group. Saïgon, 1969 : *Le développement de la République du Vietnam après la guerre : politique économique et programme.*  
I. E. D. E. S. : *Analyse du programme économique du F.N.L.*  
BUU HOAN : *Stratégie de l'aide et reconstruction du Sud-Vietnam après la guerre.*  
Georges BOUDAREL : *L'évolution du statut de la femme dans la République Démocratique du Vietnam.*  
Henri DUMESNIL : *La guerre et l'économie de la République Démocratique du Vietnam.*  
Paul BOURRIERES : *Les grands travaux du Mékong.*  
I. E. D. E. S. : *Note sur l'hévéaculture au Sud-Vietnam.*  
VO VAN NHUNG : *Quelques aspects du développement industriel au Vietnam.*  
Murray L. WEIDENBAUM : *Notre économie vietnamisée.*  
Pierre FISTIE : *Le contrôle des naissances dans la stratégie du développement à Singapour.*

### CHRONIQUES ET NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

- Direction-Rédaction** : Institut d'Etude du Développement Economique et Social  
58, Boulevard Arago — PARIS XIII<sup>e</sup> — (Tél. : 331-28-01).  
**Abonnements et vente** : Presses Universitaires de France — 12, rue Jean-de-Beauvais  
— PARIS V<sup>e</sup> — (Tél. : 033-48-03) (C.C.P. : PARIS N° 1302-69).  
France : 56 francs — Etranger : 62 francs.